

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES – ACCORD-CADRE (CCAP)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France – Direction des Routes d'Île-de-France

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Madame la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement,
de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France
en vertu de l'arrêté de délégation de Monsieur le préfet de la Région Île-de-France

Objet du marché

Accord-cadre à marchés subséquents pour le coulage de glissières en béton adhérent dans le cadre d'opérations de grande envergure sur le réseau routier national non concédé géré par la Direction des Routes Île-de-France

Remise des offres

Date et heure limites de réception : **29/08/2025 à 12h00**

Le présent CCAP ne comporte pas d'annexe.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES – ACCORD-CADRE

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1-1. Objet du marché.....	4
1-2. Décomposition en tranches et en lots.....	4
1-3. Forme et modalités d'attribution des marchés subséquents.....	5
1-4. Intervenants et forme des notifications.....	6
1-5. Travaux intéressant la « Défense » – Obligation de confidentialité et mesures de sécurité.....	8
1-6. Contrôle des coûts de revient.....	8
1-7. Dispositions générales.....	8
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS	12
2-1 Pièces constitutives de l'accord-cadre.....	12
2-2 Pièces constitutives des marchés subséquents.....	13
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES.....	14
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	14
3-2. Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	14
3-3. Variation dans les prix.....	16
3-4. Modalités particulières de paiement.....	18
3-5. Augmentation du montant des travaux.....	18
ARTICLE 4. DÉLAIS D'EXÉCUTION DES MARCHES SUBSÉQUENTS- PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	19
4-1. Délais d'exécution.....	19
4-2. Prolongation des délais d'exécution.....	19
4-3. Pénalités pour retard d'exécution – Primes d'avance.....	19
4-4. Autres pénalités.....	20
4-5. Indemnités versées au titulaire.....	21
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	22
5-1. Retenue de garantie.....	22
5-2. Avances.....	22
ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	23
6-1. Provenance des matériaux et produits.....	23

6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	23
6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	23
6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître d'ouvrage.....	23
ARTICLE 7. réalisation des travaux à proximité des réseaux et IMPLANTATION DES OUVRAGES	24
7-1. Piquetage général.....	24
7-2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	24
ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	24
8-1. Période de préparation – Programme d'exécution des travaux.....	24
8-2. Études d'exécution des ouvrages.....	24
8-3. Échantillons – Notices techniques – Procès verbal d'agrément.....	25
8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	25
8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	26
8-6. Registre de chantier.....	27
ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX.....	27
9-1. Vérification des matériaux et produits – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	27
9-2. Réception.....	27
9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	27
9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	28
9-5. Documents fournis après exécution.....	28
9-6. Délai de garantie.....	28
9-7. Garanties particulières.....	28
ARTICLE 10. RÉSILIATION DES MARCHES SUBSÉQUENTS.....	28
ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	29
11-1. Éligibilité des publics dans la mise en œuvre de la clause d'insertion sociale.....	29
11-2. Volume d'heures réservé à l'insertion pour l'exécution de l'accord-cadre.....	30
11-3. Modalités de l'insertion.....	30
11-4. Accompagnement de l'action.....	30
11-5. Suivi et évaluation de l'action d'insertion.....	31
ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	32

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans la suite du présent document, le « Maître d'ouvrage » est le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les travaux sont exécutés.

Dans tout le document, le Code de la Commande Publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché

La consultation concerne la passation d'un accord-cadre à marchés subséquents pour le coulage de glissières en béton adhérent dans le cadre d'opérations de grande envergure sur le réseau routier national non concédé géré par la Direction des Routes Île-de-France.

Les prestations concernent principalement :

- La démolition des dispositifs de retenue existants quand il y en a ;
- La création des semelles ou des longrines nécessaires ;
- Le coulage de glissières en béton adhérent en assurant le bon assainissement de la route ;
- Le raccordement sur les ouvrages existants ;
- La mise en place d'atténuateurs de chocs.

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : routes nationales et autoroutes non concédées gérées par la Direction des Routes d'Île-de-France sur l'ensemble des départements de l'Île-de-France et une partie de l'Oise.

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à marchés subséquents conformément aux dispositions des articles R.2162-7 à 12 du CCP.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître de l'ouvrage.

Cet accord-cadre doit être utilisé pour des opérations de grande envergure, et non des prestations de réparations courantes ou de maintenance couvertes par d'autres marchés.

1-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, l'opération de travaux n'est pas allotie.

1-3. Forme et modalités d'attribution des marchés subséquents

1-3.1. Durée et forme des marchés subséquents

Les marchés subséquents découlant du présent accord-cadre pourront être à prestation définie, à bon de commande ou à tranche. Il n'y sera pas autorisé d'allotissement.

Les marchés subséquents n'ont pas de durée minimale.

1-3.2. Modalités d'attribution des marchés subséquents

Chaque marché subséquent fera l'objet d'une mise en concurrence par dossier de consultation adressé à tous les titulaires de l'accord-cadre via la plateforme PLACE, selon les modalités décrites dans les articles 7-2 à 7-4 de l'Acte d'Engagement du présent accord-cadre.

A l'issue de la phase de consultation, Le RPA examinera l'offre de base des titulaires de l'accord-cadre puis les variantes proposées lorsque le marché subséquent les autorise, pour établir un classement. Si le chantier impose des contraintes techniques particulières de base, le RPA pourra intégrer dans le CCS du marché subséquent des prestations complémentaires ou alternatives, qui seront prises en compte pour ledit classement.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RPA.

Le règlement de la consultation en vue de la passation d'un marché subséquent comportera les critères suivants pour le jugement des offres :

Critère d'attribution	Fourchette
Le prix des prestations, apprécié au regard du détail estimatif ou du document financier du marché subséquent ;	De 50 à 70 %
La valeur technique relative aux performances en matière technique, en matière de moyens humains et matériels mis en œuvre, en matière d'organisation du chantier et/ou en matière de protection de l'environnement, appréciée au vu du mémoire technique proposé par le candidat à l'appui de son offre ;	De 10 à 40 %
Le délai – la gêne à l'utilisateur, apprécié au regard du délai et du planning d'exécution proposé par le candidat à l'appui de son offre.	De 10 à 30 %

La pondération précise sera fixée dans le règlement de consultation du marché subséquent en fonction des spécificités techniques dudit marché.

Deux critères minimums seront utilisés.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.

Pour les marchés subséquents à prix unitaires et/ou forfaitaires :

Lors de l'examen des offres, le RPA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

1-4. Intervenants et forme des notifications

1-4.1. Mandataire du maître d'ouvrage

Sans objet.

1-4.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Conformément aux dispositions de l'article R.2191-7 du CCP et à l'article 3-6 du CCAG-Travaux, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant présenté et l'agrément de ses conditions de paiement.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

1-4.3. Conduite d'opération

Sans objet.

1-4.4. Maîtrise d'œuvre

Sauf dispositions contraires mentionnées dans le Cahier des Clauses Spécial (CCS) des marchés subséquents, le maître d'œuvre des marchés subséquents sera :

La Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France / Direction des Routes Île-de-France / Service concerné par les travaux.

Il est chargé d'une mission comprenant :

- Les études de projet (PRO) ;
 - L'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
 - L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;
 - La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
 - L'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR) ;
- Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur est réalisée par le maître d'œuvre.

1-4.5. Contrôle technique

Suivant les prestations envisagées, le maître d'œuvre pourra être accompagné d'un contrôleur technique extérieur.

1-4.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

En cas de besoin, un coordonnateur SPS sera désigné par le pouvoir adjudicateur pour l'exécution des marchés subséquents.

Ses coordonnées et les caractéristiques de sa mission seront précisées dans le CCS du marché subséquent.

1-4.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Sans objet.

1-4.8. Autres intervenants

Les opérations des marchés subséquents pourront s'intégrer dans des programmes d'opérations plus globales faisant intervenir d'autres acteurs.

1-4.9. Représentation du pouvoir adjudicateur

Pour l'exécution des marchés subséquents, le pouvoir adjudicateur est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

- ➔ Le chef du service concerné par les travaux pour assumer les fonctions suivantes :
 - La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande (CCAG art. 3.6.1.5) ;
 - La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP (CCAG art. 3.6.2.4) ;
 - La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects (CCAG art. 3.6.2.6) ;
 - La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations (CCAG art. 11.6) ;
 - L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'œuvre (CCAG art. 12.2.2) ;
 - La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général (CCAG art. 12.4.2) ;
 - La réception du décompte général (CCAG art. 12.4.4) ;
 - La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial (CCAG art. 27.3.1) ;
 - La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L.4532-9 du Code du Travail (CCAG art. 28.3) ;
 - La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'œuvre (CCAG art. 41.1.2) ;
 - La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'œuvre (CCAG art. 41.1.2).

1-4.10. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas, les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges :

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci-avant.

1-5. Travaux intéressant la « Défense » – Obligation de confidentialité et mesures de sécurité

Sans objet.

1-6. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-7. Dispositions générales

1-7.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification de l'accord-cadre, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, -3 et -11 du

Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent accord-cadre, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à -5 du Code du Travail.

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du Travail. Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement par le ministère, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-7.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification de l'accord-cadre, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent accord-cadre, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'**euro (€)**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

- Conformément aux **articles L.2193-2 à 7 et R.2193-1 à 8** du CCP relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L.1262-4-1 du Code du Travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-7.3. Responsabilités et Assurances

1-7.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du Code Civil.

1-7.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

1-7.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale

Chaque titulaire est tenu de contracter une assurance de responsabilité civile décennale, pour chaque marché subséquent dont il sera déclaré attributaire.

Le coût prévisionnel total de l'opération, ainsi que les montants de garantie, seront si besoin, indiqués dans le CCS de chaque marché subséquent.

1-7.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) titulaire(s) fourni(ssen)t une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Il(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du maître d'ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...) est notifiée au maître d'ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses

sous-traitants), le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-7.4. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-7.5. Clauses sociales et environnementales

1-7.5.1 Clauses sociales

En application de l'article L.2112-2 du CCP, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social, qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement durable et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 11 ci-après, et qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

1-7.5.2 Clauses environnementales

Le titulaire établira le Schéma d'Organisation du Suivi et d'Élimination des Déchets (SOSED), intégrant les dispositions relatives à son entreprise et à ses éventuels co-traitants (dispositions préparatoires). Pendant la période de préparation relative à chaque marché subséquent, il rédigera un document détaillant ces mesures préparatoires (dispositions spécifiques au chantier), lequel sera soumis à la validation du maître d'œuvre. Le titulaire du marché devra s'assurer à chaque chantier de la traçabilité des déchets et de la bonne application de la démarche SOSED, et fournira notamment pour cela au maître d'œuvre les bordereaux de suivi des déchets.

Le titulaire devra également utiliser des produits répondant aux exigences de l'écolabel européen ou équivalent.

1-7.6. Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

2-1 Pièces constitutives de l'accord-cadre

2-1.1 Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives de l'accord-cadre seront, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement de l'accord-cadre et ses annexes éventuelles, en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives

du RPA fait seul foi (daté et signé par les représentants habilités des parties) ;

- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
- Le bordereau des prix de l'accord-cadre ;
- Le mémoire technique rédigé par le candidat et joint à son offre, portant sur le critère « valeur environnementale » (dans le cas où ce critère est prévu pour le classement des offres), doit être fourni dans le cadre de la consultation relative à l'accord-cadre. ;
- Le mémoire technique de l'accord-cadre relatif au critère "valeur organisationnelle", lorsque ce critère figure parmi ceux retenus pour l'analyse des offres, rédigé par le titulaire et annexé à son offre. » ;
- Le Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets de chantier (SOSED) ;
- Le Schéma organisationnel d'un Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ) ;
- Le cahier des consignes générales de sécurité (CCGSE) de chaque AGER concerné par l'accord-cadre.

2-1.2 Pièces générales

Les documents applicables sont :

- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP à l'exception du fascicule 27 approuvé par décret du 10 mai 1996 ;
- Le fascicule 27 du Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) version 2.1 du 10 juillet 2014.

2-2 Pièces constitutives des marchés subséquents

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives des marchés subséquents seront, par ordre de priorité, les suivantes :

2-2.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement de l'accord-cadre et ses annexes éventuelles, en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi (daté et signé par les représentants habilités des parties) ;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
- L'acte d'engagement du marché subséquent et ses annexes éventuelles, en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;

- Le cahier des clauses spéciales (CCS) du marché subséquent ;
- Le bordereau des prix du marché subséquent ;
- Le détail estimatif du marché subséquent (sauf dans le cas de marchés subséquents à bons de commande) ;
- Le mémoire technique du marché subséquent relatif au critère performances en matière de protection de l'environnement rédigé par le candidat et joint à son offre (dans le cas où ce critère est utilisé pour le classement des offres) ;
- Le mémoire technique du marché subséquent, dont le planning, relatif au critère délai – gêne à l'usager rédigé par le candidat et joint à son offre (dans le cas où ce critère est utilisé pour le classement des offres) ;
- Le Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets de chantier (SOSED) ;
- Le Schéma organisationnel d'un Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ) ;
- Le cahier des consignes générales de sécurité (CCGSE) de l'AGER concernée par le marché subséquent.

2-2.2 Pièces générales

Les documents applicables sont :

- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP à l'exception du fascicule 27 approuvé par décret du 10 mai 1996 ;
- Le fascicule 27 du Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) version 2.1 du 10 juillet 2014.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES

VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3-2.1. Les prix des marchés subséquents sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché :

- En tenant compte notamment des sujétions d'exécution particulières suivantes : Les travaux pourront être réalisés sous circulation ou fermeture, de jour comme de nuit.
- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages ci-après extérieurs au présent marché :

- Les travaux d'entretien des installations d'éclairage ;
- Les travaux de maintenance des réseaux d'appel d'urgence et de surveillance télévision ainsi que les panneaux à messages variables (SIRIUS) ;
- Les travaux de grosses réparations de chaussées, ouvrages d'art et équipement de sécurité ;
- Les visites d'ouvrage d'art ;
- Les travaux de nettoyage des écrans et murs antibruit ;
- Les travaux de nettoyages, des revêtements, des piédroits en tunnel ;
- Les travaux d'entretiens des engazonnements et plantations.

3-2.2. Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application de l'article 8-4.1 ci-après, le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

3-2.3. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet des marchés subséquents seront réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix propres à chaque marché subséquent.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le RPA.

3-2.4. Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix

Dans les vingt jours à compter de la demande éventuelle du maître d'œuvre par ordre de service, le titulaire fournira :

- Une décomposition de tous les prix forfaitaires ;
- Un sous-détail de tous les prix unitaires.

3-2.5. Les modalités de règlement des marchés subséquents (sur facture ou sur état d'acompte) pourront être indiquées dans le CCS de chaque Marché Subséquent.

Par défaut, si rien n'est indiqué dans le CCS du marché subséquent, c'est le paiement sur état d'acompte dans les modalités suivantes qui s'applique. Pour les marchés subséquents dont la durée est inférieure ou égale à 1 mois, la modalité de règlement s'effectuera sur facture.

Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère de la Transition Écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche (GEMME) sur lesquels le titulaire peut obtenir toutes informations souhaitées auprès du maître d'œuvre.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux points 1.1, 1.7 et 3.1 de l'article 12 du CCAG dans les conditions suivantes :

A. Décomptes et acomptes mensuels

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au maître d'œuvre un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché.

Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires notifiés par ordre de service ou définitifs. Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le

projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants.

La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le projet de décompte mensuel GEMME, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui le transmet au système GEMME.

Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état de règlement.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état de règlement, l'état de prestations et le projet de prestation mensuel à utiliser le mois suivant. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle de l'état d'acompte mensuel tel que défini à l'article 12.2.1 du CCAG travaux.

B. Décompte final

Le titulaire valide et adresse simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, sous 30 jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux, le projet de décompte final établi par GEMME indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées.

Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG travaux.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui le transmet au système GEMME. Le système édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Sous 10 jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire. Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini à l'article 3-2.6 ci-dessous.

3-2.6. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités – Intérêts moratoires

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date de réception du projet de décompte par le maître d'œuvre.

Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date de réception du décompte général et définitif par le maître d'ouvrage.

3-2.7. Approvisionnements

Il n'est pas prévu de versement d'acomptes pour approvisionnements.

3-2.8. Répartition des dépenses communes de chantier

Les stipulations du CCAG sont applicables.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix des marchés subséquents des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1. Si le délai d'exécution du marché subséquent ou des tranches fermes et optionnelles est inférieur ou égal à 3 mois pour chacun ou chacune d'elles, les prix seront fermes actualisables suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4 ci-après.

Si le délai d'exécution du marché subséquent ou d'une des tranches optionnelles est supérieur à 3 mois, les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.5 ci-après.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix des marchés subséquents seront réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 de l'acte d'engagement du marché subséquent.

Ce mois est appelé « mois zéro » (m_0).

3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des travaux faisant l'objet des marchés subséquents est :

TP08 : Travaux d'aménagement et entretien de voirie (référence INSEE 001710996)

Il est publié sur le site internet de l'INSEE ou du ministère en charge du calcul des index et au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP.

3-3.4. Modalité d'actualisation des prix

Le coefficient d'actualisation C_n applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule ci-après, sous réserve que la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché soit postérieure de plus de 3 mois au mois d'établissement des prix :

$$C_n = I_{d-3} / I_0$$

avec I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

I_{d-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché subséquent moins 3 mois.

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3-3.5. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_o$$

avec I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations ;
 I_o = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix du marché subséquent.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

La valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3-3.6. Application de la taxe à la valeur ajoutée (TVA)

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code Général des Impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289 A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

3-4. Modalités particulières de paiement

Si le marché subséquent est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement hors taxe en faisant apparaître distinctement que la TVA est due par le preneur conformément à l'article 283-2 nonies du Code Général des Impôts, libellée au nom du maître d'ouvrage, au titulaire du marché

subséquent, sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé ;

- Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au maître d'œuvre ;
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au maître d'œuvre, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du marché subséquent est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre dudit marché subséquent sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3-5. Augmentation du montant des travaux

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché subséquent sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le RPA. En conséquence, ce marché subséquent pourra donner lieu à décision de poursuivre.

Les travaux qui seront exécutés au-delà du montant contractuel ne seront pas payés.

ARTICLE 4. DÉLAIS D'EXÉCUTION DES MARCHES SUBSÉQUENTS- PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

4-1. Délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement de chaque marché subséquent.

4-2. Prolongation des délais d'exécution

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 0 jours.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours ouvrés constatés par le maître d'œuvre :

- Quand le maître d'œuvre interrompra les travaux en raison de conditions météorologiques de nature à compromettre la sécurité des usagers ou des ouvriers en charge des travaux, le délai d'exécution des travaux sera alors prolongé d'autant.
- Si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou de phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux. Dans ce cas, le maître d'œuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition du titulaire, et le délai d'exécution est prolongé d'autant par décision du RPA.

Il est précisé que le décompte des journées d'intempéries est exprimé en jours ouvrés.

4-3. Pénalités pour retard d'exécution – Primes d'avance

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution

Les pénalités pour retard d'exécution pourront être indiquées dans le CCS de chaque Marché Subséquent.

Par défaut, si rien n'est indiqué dans ledit document, les pénalités pour retard d'exécution suivantes s'appliquent.

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de :

- 6 000 € si travaux de jour et 12 000 € si travaux de nuit, dans le cas d'un délai fixé dans le dossier de consultation des entreprises ;
- 15 000 € si travaux de jour et 25 000 € si travaux de nuit, dans le cas où le maître d'ouvrage aura retenu le délai inférieur proposé par le candidat en application de l'article 3-2 du règlement de la consultation.

4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

À compter du 8^e jour après la date d'achèvement des travaux, une pénalité de 100 € sera appliqué par jour de retard.

4-3.3. Primes d'avance

Sans objet.

4-4. Autres pénalités

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Sauf stipulation expresse particulière, les pénalités citées dans le présent CCAP sont toutes cumulables et n'exonèrent pas l'entreprise de ses responsabilités.

4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4-4.2. Documents fournis après exécution

Sans objet.

4-4.3. Documents nécessaires à l'exécution du marché

En cas de non-respect des délais fixés à l'article 8-1 ci-après et des délais fixés dans le CCS de chaque marché subséquent, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100 €.

4-4.4. Rendez-vous de chantier

Il sera procédé à une pénalité de 100 € pour toute absence constatée aux réunions de chantier.

4-4.5. Clauses sociales

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, imputable au groupement de maîtrise d'œuvre attributaire, il sera appliqué une pénalité de 60 euros par heure d'insertion non réalisée.

Le titulaire encourt une pénalité de 50 € par jour ouvré de retard à compter de la demande restée sans effet par le maître d'ouvrage pour non-présentation du projet d'insertion, ceci est également valable en cas de sous-traitance.

En cas de non transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 30 euros par document et par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

L'absence ou le refus de transmission des renseignements de nature à permettre le contrôle de l'exécution de l'action entraînera l'application d'une pénalité de 75 € par jour ouvré de retard.

En cas de non-réalisation des heures d'insertion imputable à l'attributaire du marché, le titulaire subit une pénalité équivalente à 3 fois le SMIC horaire par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non remise du tableau récapitulatif selon les modalités définies ci-dessus, le titulaire encourt une pénalité de 50 € par jour ouvré.

4-4.6. Autres pénalités diverses

4-4.6.1 Pénalité pour retard sur horaire

La remise en état des lieux devra être impérativement terminée aux horaires fixés dans le CCS de chaque marché subséquent.

En cas de retard sur cet horaire, il sera procédé à l'application d'une pénalité de 2 000 € par quart d'heure de dépassement.

4-4.6.2 Pénalité pour absences de signalisation

Une pénalité de 500 € par panneau ou obligation manquante ou non respectée sera appliquée, dès lors qu'il ou qu'elle est imposé(e) par l'article 8-4.4 du présent CCAP ou par le cahier des consignes générales de sécurité transmis à l'entreprise pendant la période de préparation.

4-4.6.3 Pénalité pour non respect du SOSED

Après mise en demeure, le titulaire encourt une pénalité de 200 € par prescription du SOSED non respectée.

4-4.7 Pénalités pour imperfections de fabrication

Si des contrôles extérieurs ont été réalisés, seuls leurs résultats feront foi pour le calcul des pénalités pour imperfections de fabrication.

Les réfections de prix sont appliquées sur proposition du maître d'œuvre, dans le cadre de l'article 41.7 du CCAG.

4-4.8 Pénalités pour défaut de mise en œuvre

Si des contrôles extérieurs ont été réalisés, seuls leurs résultats feront foi pour le calcul des pénalités pour défaut de mise en œuvre.

Les réfections de prix sont appliquées sur proposition du maître d'œuvre, dans le cadre de l'article 41.7 du CCAG.

4-4.9 Pénalités pour non respect des documents de prévention

En cas de manquement constaté du titulaire ou de l'un de ses sous-traitants aux obligations en matière de sécurité et de santé des travailleurs sur le chantier, une pénalité forfaitaire de 5 000 € par manquement constaté sera appliquée.

L'arrêt de la prestation pour permettre la mise en conformité du chantier aux regards des obligations susmentionnées ne suspend pas les différents délais prescrits dans la présente et n'ouvre droit à aucune prolongation.

4-5. Indemnités versées au titulaire

4-5.1. Annulation de chantier

En cas d'annulation d'une intervention par le maître d'ouvrage moins de 24 heures avant le début prévu, une indemnité de 5 000 € si travaux de jour et 10 000 € si travaux de nuit est versée à l'entreprise. Cette indemnité est réputée couvrir la totalité des frais engagés par le titulaire notamment la part « personnel, matériel et fournitures » rassemblée pour le chantier avant la décision d'annulation.

Cette indemnité s'applique pour des raisons d'annulation autres que celles mentionnées à l'article 8-5 du CCAP notamment et pour une annulation intervenant moins de 24 heures avant le début prévu de l'intervention.

4-5.2. Immobilisation

Sans objet.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement du marché subséquent (MS), une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché subséquent est supérieur à 50 000 € HT et que sa durée d'exécution est supérieure à deux mois. L'avance n'est due que sur la base du montant diminué des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé à 5 % du montant initial TTC du MS si sa durée est inférieure ou égale à 12

mois, ou à 5 % de 12 fois ce montant TTC divisé par la durée, si celle-ci dépasse 12 mois. Ce taux est porté à 30 % lorsque le titulaire ou un sous-traitant (admis au paiement direct) est une petite ou moyenne entreprise (PME).

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement mentionné à l'article 3-2.6, à compter de la date d'effet de l'acte d'engagement. La période de préparation est incluse dans la durée d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance, par précompte sur les sommes dues, commence dès que 65 % du montant initial TTC du MS est exécuté et doit être achevé à 80 % d'exécution.

Dans le cas d'un marché subséquent à bons de commande, une avance ne peut être versée que si :

- un montant minimum contractuel est expressément prévu et supérieur à 50 000 € HT ;
- et la durée globale d'exécution fixée dans le marché dépasse deux mois.

À défaut de ces conditions, aucune avance ne peut être versée au titre du MS. Toutefois, une avance peut être exceptionnellement accordée par bon de commande, si :

- le montant du bon est supérieur à 50 000 € HT,
- et sa durée d'exécution dépasse deux mois, sous réserve de la faisabilité administrative et budgétaire.

Dans le cas de marchés à tranches, l'avance est calculée uniquement sur le montant de la tranche ferme, sauf si une ou plusieurs tranches conditionnelles sont engagées dès la notification du marché.

Si le MS est attribué à un groupement conjoint, ces dispositions s'appliquent à chacun des cotraitants pour leurs prestations respectives.

Conformément aux articles L.2191-2, L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, une avance est versée, sur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct, dès notification de l'acte spécial ou du marché subséquent. Son montant est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées, et son remboursement suit les mêmes modalités que pour le titulaire.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN* CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

6-1. Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme

à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6-3.1. Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, leurs essais et leurs épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

6-3.2. Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, les magasins et les carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître d'ouvrage.

Sans objet.

ARTICLE 7. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

7-1. Piquetage général

S'il y a lieu et avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire contrairement avec le maître d'œuvre.

7-2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

S'il y a lieu, le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire contrairement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le Code de l'Environnement, articles R.554-19 à 554-38, et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du Code de l'Environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le

maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

8-1. Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Par dérogation aux articles 28.1 et 28.2 du CCAG, les conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des travaux seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque marché subséquent.

Le titulaire doit établir et présenter au visa du maître d'œuvre le SOSED spécifique au marché subséquent, dans le délai de 7 jours à compter de la notification du marché subséquent.

8-2. Études d'exécution des ouvrages

Les conditions d'établissement des études d'exécution des ouvrages seront, s'il y a lieu, précisées à l'occasion de chaque marché subséquent.

8-3. Échantillons – Notices techniques – Procès verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, les notices techniques et les procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce, dans les délais prévus par celui-ci.

8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise

Les stipulations du CCAG sont seules applicables. Le maître d'ouvrage n'est pas tenu de fournir un terrain pour les installations de chantier ou le stationnement du matériel.

8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont seules applicables. Le maître d'ouvrage ne fournira aucun terrain pour la mise en dépôt, même provisoire des produits de terrassement, de démolition ou de balayage.

8-4.3. Sécurité et hygiène des chantiers

Le CCS du marché subséquent précisera si l'établissement d'un plan de prévention est nécessaire, et en cas d'opération répétitive, les références du plan de prévention à appliquer.

Les plans de préventions seront rédigés par le titulaire du marché, en collaboration avec l'ensemble des représentants des intervenants sur le chantier, conformément aux instructions du

maître d'œuvre. Un prix spécifique pour l'établissement d'un PPSPS est indiqué dans le bordereau de prix.

Il sera ensuite soumis à la validation du représentant du maître d'ouvrage.

Les travaux ne pourront pas commencer sans la validation de ce dernier.

Les délais d'exécution tiennent compte de ces sujétions. Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle de la Direction des Routes Île-de-France.

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Par dérogation à l'article 31.6 du CCAG, la signalisation au droit des travaux est réalisée par le maître d'ouvrage, qui assure la fourniture, procède à la mise en place, au repliement, au déplacement des panneaux et des dispositifs nécessaires, et à leur maintenance pendant toute la durée des travaux.

La Direction des Routes d'Île-de-France est tenue d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

En cas d'interruption de la circulation, la fourniture et la mise en place de la signalisation sont établies par le maître d'ouvrage suivant le dossier d'exploitation sous chantier ainsi que les itinéraires déviés éventuels.

Le maître d'œuvre prévient le titulaire au moins 5 jours à l'avance de la date de mise en service de la signalisation.

Par dérogation à l'article 31.6 du CCAG, l'exécution du pilotage manuel à l'aide de piquet K10 ou de feux tricolores est assurée par le maître d'ouvrage.

En cas d'urgence, le titulaire se doit d'avertir le maître d'ouvrage de toute anomalie ou dysfonctionnement du matériel de signalisation et se doit de maintenir la signalisation en état, afin d'assurer la sécurité des usagers et du personnel de son chantier.

Sur le chantier, le titulaire est responsable du respect du Cahier des clauses générales de sécurité (CCGSE) de l'Arrondissement dans lequel il intervient et de son application aux équipes intervenantes.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro-réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier, sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122, paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2, « feux spéciaux », de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière, livre I – 8^e partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992, modifié par l'arrêté du 11 avril 2023.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence, à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.6. Démolition de constructions

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.7. Emploi d'explosifs – Engins explosifs de guerre

L'emploi des explosifs est interdit.

8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Les travaux pourront être réalisés de jour comme de nuit. Les chaussées devront être remises en circulation à la fin de chaque journée ou nuit de travail. L'entrepreneur supportera, sans pouvoir à ce sujet élever aucune réclamation, ni prétendre à aucune indemnité, les différentes phases de travaux nécessaires au maintien de la circulation pendant les heures d'ouverture de chantier, les interruptions de travail, gênes et sujétions qui seraient la conséquence de l'exploitation des routes et autoroutes du réseau géré par la Direction des Routes Île-de-France.

Le maître d'œuvre ou son représentant pourra, sans avertissement préalable, imposer l'interruption immédiate du chantier lorsque, par la suite de circonstances imprévues, les conditions de sécurité ou d'écoulement du trafic ne paraissent pas suffisantes.

Les prix et les délais d'exécutions visés à l'article 4-1 du présent CCAP tiennent compte de ces sujétions.

8-6. Registre de chantier

Les dispositions du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX

9-1. Vérification des matériaux et produits – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les stipulations des normes homologuées et du CCTG sont seules applicables.

9-2. Réception

9-2.1. Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables compte tenu des compléments suivants :

Par dérogation aux articles 411.2 et 411.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

9-2.2. Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

La prise de possession de certains ouvrages ou parties d'ouvrages sera précédée d'une réception partielle dans les conditions suivantes :

→ Établissement d'un état des lieux contradictoire qui donnera lieu à l'établissement d'un procès verbal signé contradictoirement entre le maître d'œuvre et le titulaire. Il portera sur l'état de surface de la chaussée et sur l'intégrité des équipements, ouvrages d'art et dispositifs de retenues.

La remise en circulation des voies à l'issue des phases de balisage est considérée comme une prise de possession anticipée.

9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-5. Documents fournis après exécution

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-6. Délai de garantie

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-7. Garanties particulières

Sans objet.

ARTICLE 10. RÉSILIATION DES MARCHES SUBSÉQUENTS

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1. du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à

R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché subséquent pour faute du titulaire, par décision du RPA, aux frais et risques du déclarant.

- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché subséquent, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5 %.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L.8222-6 du Code du Travail, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-6 dudit Code sur le travail dissimulé.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Le(s) titulaire(s) s'engage(nt) à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières d'après les articles L.2112-2 et L.2112-4 du CCP.

11-1. Éligibilité des publics dans la mise en œuvre de la clause d'insertion sociale

Les personnes concernées, en regard des articles L.5132-1 et L.5132-13 du Code du Travail par cette action sont notamment :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- les allocataires du R.S.A. (en recherche d'emploi) ou leurs ayants droits,

- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L.5212-13 du Code du Travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi ;
- les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité ;
- les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - Sans qualification (infra niveau V°, soit niveau inférieure au CAP/BEP) ;
 - Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- les demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- les personnes prises en charge par les structures de l'insertion par l'activité économique définies à l'article L.5132-4 du Code du Travail ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers : les Établissements Publics d'Insertion et de la Défense (EPIDE), les Écoles de la deuxième chance (E2C) ;
- Les personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire, régie d'établissements pénitentiaires (SEP/RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

En outre, le facilitateur/la facilitatrice peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières.

Tous les publics décrits ci-dessus sont éligibles quelles que soient les structures qui portent leur contrat de travail, notamment les GEIQ, les ETT, et associations poursuivant le même objet, avec la mise en œuvre d'un accompagnement socio-professionnel.

L'éligibilité du public doit être validée avant la mise en emploi par le facilitateur ci-après désigné.

11-2. Volume d'heures réservé à l'insertion pour l'exécution de l'accord-cadre

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion à notification de **chaque marché subséquent** d'un montant supérieur ou égal à 1 000 000 € HT. Le nombre d'heures d'insertion minimal sera de 500 heures de travail (pour un montant de 1 000 000 d'euros HT), augmenté de 500 heures par tranche de 1 000 000 € HT supplémentaire.

11-3. Modalités de l'insertion

Le titulaire désignera un référent qui sera l'interlocuteur privilégié du facilitateur.

Un projet d'insertion sera proposé par l'attributaire à l'attribution du marché. Ce projet ou mémoire d'insertion précise les modalités mises en œuvre par l'attributaire pour réaliser le volume d'heures d'insertion attendu. Le document sera remis au moment de la préparation ou au démarrage du marché.

Un tuteur sera nommé pour l'accueil et le suivi du candidat en entreprise.

Au cours de la prestation, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche pérenne des personnes en insertion formées dans le cadre du marché.

Dans le cadre de son engagement, plusieurs modalités d'exécution sont offertes à l'entreprise :

- 1^{ère} possibilité : l'embauche directe (CDI, CDD, contrats aidés, contrats en alternance) ;
- 2^{ème} possibilité : la sous-traitance ou la cotraitance d'une partie des prestations à une structure d'insertion par l'activité économique ou une structure du handicap. Le titulaire sous-traite à une entreprise ou un chantier d'insertion, une entreprise adaptée ou un

ESAT, qui, employant le public-cible, met en œuvre l'action d'insertion. Les régies de quartiers peuvent aussi être mobilisées ;

- 3^{ème} possibilité : la mise à disposition de personnel par une association intermédiaire, une entreprise de travail temporaire d'insertion, une entreprise de travail temporaire (dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251.7 du Code du Travail) ou un groupement d'employeurs pour l'insertion ou la qualification (GEIQ).

Les personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire et reconnues éligibles à la clause d'insertion, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause d'insertion, pendant la durée restante à courir du marché.

11-4. Accompagnement de l'action

Pour ce faire, l'entreprise s'appuie sur le facilitateur désigné ci-après afin de valider l'éligibilité du public et la réalisation des heures d'insertion.

En outre, le facilitateur a pour missions :

- d'informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- d'accompagner l'entreprise dans la définition de ses besoins en matière de recrutement dans le cadre de la clause (définition des postes, des tâches, des compétences) ;
- d'identifier et de positionner, en lien avec les structures prescriptrices, le public susceptible de bénéficier des mesures d'insertion et organiser le suivi des publics en emploi ;
- d'informer et d'orienter le cas échéant sur l'offre d'insertion par l'activité économique (IAE) du territoire concerné par la spécificité du marché ;
- de suivre l'application de la clause et d'évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.

Agences du maître d'ouvrage	Structure - Nom du facilitateur	Contact
Versailles (78)	Agence Activity	
Villabé (91)	MEIF Paris Saclay Marine MAQUIN	m.maquin@meif.fr 01 69 29 97 98
Saint-Denis (93)	Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis Jean-Gaël Bacchelli	jbacchelli@seinesaintdenis.fr 01 43 93 10 56
Champigny-sur-Marne (94)	Conseil départemental du Val de Marne	michele.moizant@valdemarne.fr 01 49 56 53 93 Zounogo.Sawadogo@valdemarne.fr

11-5. Suivi et évaluation de l'action d'insertion

Le titulaire du marché remettra mensuellement au maître d'ouvrage et au facilitateur ci-dessus désigné les justificatifs (contrats, relevés d'heures, attestation) liés à la clause sociale d'insertion.

Dans un souci de pérennisation de l'emploi, si le titulaire choisit de faire réaliser un certain nombre d'heures à travers le recours à la sous-traitance, il devra remettre au maître d'ouvrage et au facilitateur le projet d'insertion réajusté et la ventilation des heures choisie. À défaut de présentation du projet réajusté, le maître d'ouvrage se réserve le droit de ne pas valider les heures réalisées dans ce cadre.

En tout état de cause, le titulaire doit informer, le plus rapidement possible, le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, s'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec lui les moyens à mettre en œuvre.

À l'échéance du marché, le titulaire devra fournir au maître d'ouvrage le tableau récapitulatif des heures d'insertion réalisées attesté par le facilitateur.

La globalisation des heures d'insertion

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution de celui-ci, l'entreprise attributaire du marché peut solliciter, auprès du facilitateur qui suit la clause, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion, dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur.

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit être adressée au facilitateur. Elle peut être déclarée recevable par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales du marché :

- si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion ;
- si la mesure recueille l'accord des maîtres d'ouvrages concernés ;
- si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur ;
- si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise en poste du salarié ; les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

CCAP 1-4.10	déroge à l'article	3.2.1 du CCAG
CCAP 1-7.3.4	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG
CCAP 2-1.1	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3-2.3	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge aux articles	12.1.1, 12.1.7 et 12.3.1 du CCAG

CCAP 1-4.10	déroge à l'article	3.2.1 du CCAG
CCAP 3-5	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	19.2.1 du CCAG
CCAP 4-3.1	déroge à l'article	19.2, 19.2.3 et 19.2.2 alinéa 2 du CCAG
CCAP 8-1	déroge aux articles	28.1 et 28.2 du CCAG
CCAP 8-4.4	déroge à l'article	31.6 du CCAG
CCAP 9-2.1	déroge aux articles	41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
CCAP 10	déroge à l'article	50.3.1 du CCAG